

Etude prospective Adour 2050

Compte-rendu du Comité de Pilotage n°1 – lancement de la démarche

15 juin 2016 – Serres-Castet

La première réunion du Comité de Pilotage (COPIL) de la prospective Adour 2050 s'est tenue le 15 juin 2016 de 13h30 à 15h30 à Serres-Castet. Présidée par Paul Carrère, président de l'Institution Adour, cette réunion a lancé la démarche Adour 2050. Pour les prochaines réunions ainsi que pour retrouver tous les documents (comptes-rendus, supports de présentation, documents de travail) un espace en ligne dédié a été créé pour les membres du COPIL à cette adresse : <http://bit.ly/COPILdocuments>



33 personnes (élus et techniciens) étaient présentes :

Christian BERTHOUX – Elu communautaire du Grand Dax (environnement)
Paul CARRERE – Président de l'Institution Adour (40)
Gérard CASTETS – Vice-Président de l'Institution Adour (32)
Claude CHARDENAS – Vice-Président de l'Observatoire de l'Eau du Bassin de l'Adour
Jean-Jacques CORSAN – Conseiller Régional ALPC, Délégué eau
Christian DUCOS – Vice-Président du SAGE Adour Amont (40)
Jean-Claude DUHIEU – Président du Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau
Yves LAHOUN – Président du SAGE Adour Aval
Véronique MABRUT – Directrice de l'Agence de l'Eau Adour Garonne – délégation de Pau
Daniel RALUY – Vice-Président du SAGE Adour Amont (32)
Claude SILENGO – Vice-Président de la CLE Midouze (40)
Bernard SOUDAR – Vice-Président du SAGE Adour Amont (64)

Florent BARAT – Conseil Départemental du Gers
Marie BAREILLE – Institution Adour, SAGE Adour Aval
Sandrine BUTRUILLÉ – Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
Floriane DYBUL – Institution Adour, SAGE Adour Amont
Bernard GOURGAND – Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques
Rachel JOUAN DANIEL – Membre du Comité Scientifique d'Adour 2050 (Consultante)
Emilien JOUVE – Institution Adour
Mathilde KERMARREC – Institution Adour
Claude LAFFONTA – Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
Jean-Baptiste LAILHEUGUE – Grand Dax
Véronique LAMBLIN – Futuribles (prestataire Adour 2050)
Frédérique LEMONT – Conseil Départemental des Landes
Véronique MICHEL – Institution Adour, SAGE Midouze
Henri PELLIZZARO – Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques
Christophe RAMBEAU – Agence de l'Eau Adour Garonne, Délégation de Pau
Philippe REGNACQ – Observatoire de l'Eau du Bassin de l'Adour

Raphaël ROY – SIGOM

Eric SAUQUET – Membre du Comité Scientifique d'Adour 2050 (Irstea)

Hélène SAZATORNIL – PLVG

Pierre STROSSER – ACTéon (prestataire Adour 2050)

Jean-Guy UBIERGO – MTP (prestataire Adour 2050)

Excusé(e)s :

Christiane AUTIGEON – Vice-Présidente de l'Institution Adour (65)

François BAYROU – Président de l'Agglomération de Pau Porte des Pyrénées

Francis BETBEDER – Vice-Président du SAGE Adour Aval (40)

Elisabeth BONJEAN –Présidente du Grand Dax

Michel CAPERAN – Président de l'Observatoire de l'Eau et du Bassin de l'Adour

Maryse CARRERE – Présidente du PLVG

Jean-Louis CAZAUBON – Conseiller Régional LRMP

Valérie DEQUEKER – Vice-Présidente du SAGE Adour Aval (64)

Philippe ELISSALDE – Vice-Président du SAGE des Côtiers Basques

Jean-Louis FOURNIER – Vice-Président du SAGE des Côtiers Basques

Jean-Baptiste LABORDE – Vice-Président du SAGE des Côtiers Basques

Albert LARROUSSET – Président du SAGE des Côtiers Basques

Michel LAURONCE – Président du SMGOA

Vincent LESPERON – Vice-Président du SAGE Midouze ((40)

Bernard LOUGAROT – Président du SIGOM

Nathalie MARTIEN – Préfet des Landes

Charles PELANNE – Vice-Présidente de l'Institution Adour (64)

Bernard VERDIER – Président du SAGE Adour Amont

Xavier ARNAULD DE SARTRE – Membre du Comité Scientifique d'Adour 2050 (UPPA)

Marion FOURNIER – SMGOA

Laure ISNARD – Région LRMP

Eric LAVIE – Région ALPC

Carine LBOUGRE – SAGE côtier Basque



L'introduction de Paul Carrère souligne l'importance stratégique de la prospective Adour 2050, portée par l'Institution Adour. Cette démarche apportera des éléments de langage et de réflexion globale aux élus et aux acteurs du territoire sur la gestion de l'eau et son articulation avec l'aménagement du territoire, permettant de répondre au changement climatique et aux changements globaux. Cette démarche devra apporter un électrochoc pour « **forcer à penser différemment** ». Elle « **aidera à réfléchir** » pour répondre aux évolutions à venir, que ce soit pour les membres du COPIL mais également pour tous les acteurs du territoire qui seront associés à la démarche. La mobilisation de chacun sera un élément clé de la démarche permettant d'éviter des écueils liés à des constats non partagés.



Les Bureaux d'étude Actéon et Futurible, membres du groupement d'entreprises mandaté par l'Institution Adour pour la réalisation de l'étude prospective Adour 2050, **ont présenté le processus qui sera mis en place au cours des deux prochaines années**. La démarche de co-construction proposée, associant étroitement les acteurs et les élus du territoire, sera structurée en trois phases :

- **Phase 1** – Réaliser le **diagnostic prospectif du territoire** en : explicitant les impacts attendus du changement climatique ; identifiant les autres enjeux et variables clés (en dehors du changement climatique) qui impacteront l'évolution future du territoire et de la ressource en eau ; proposant différentes hypothèses d'évolution de ces variables ; définissant le scénario tendanciel ; et évaluant les impacts sur l'eau et socio-économiques de ce scénario tendanciel ;
- **Phase 2** – Elaborer et choisir des **scénarios d'évolution future** du territoire dits admissibles en : identifiant des scénarios alternatifs envisageables ; évaluant les impacts socio-économiques et sur l'eau de ces scénarios ; et choisissant les scénarios jugés admissibles y compris le scénario jugé « le plus souhaitable » ;
- **Phase 3** – Elaborer des **pistes d'adaptation** pour converger vers le scénario jugé « le plus souhaitable », et identifier les conditions opérationnelles nécessaires à leur mise en œuvre effective et réussie.



Suite à ces présentations, les échanges avec les membres du COPIL ont abordé les points structurants suivants :

- Répondre au changement climatique demandera à chacun de **changer ses habitudes et ses pratiques** ! Toutefois des stratégies d'adaptation sont déjà en marche sur le territoire, dont il faudra prendre acte.
- Le **territoire pris en compte dans la démarche** comprend le bassin de l'Adour et les côtières basques – ces derniers étant analysés dans leur dimension température/pluviométrie/hydrologie/milieux aquatiques et non pas dans les dimensions « eau marine » liés au changement climatique, comme la montée du niveau de la mer et ses impacts sur le trait de côte.
- Ces autres dimensions du changement climatique en zone côtière sont traitées par des initiatives en cours (GIP littoral Aquitain notamment) avec lesquelles des synergies devront être établies pour assurer un « message cohérent » vers les acteurs du territoire autour des questions du changement climatique. D'une manière générale, il sera important d'établir des « ponts » et des **synergies avec l'ensemble des initiatives et processus** abordant la question du changement climatique (par exemple : étude menée par le BRGM, étude ressources/besoins pour la grande Région Languedoc-Roussillon / Midi-Pyrénées à l'horizon 2030, etc.), et d'assurer des cohérences avec les schémas régionaux par exemple.
- La **diversité des contextes du territoire** sera abordée en termes d'enjeux spécifiques pris dans une approche globale, distinguant par exemple des évolutions différentes du secteur du tourisme en zone de montagne ou en zone côtière, ou en évaluant les impacts sur la ressource en eau à des échelles plus fines (par exemple, un sous-bassin) que celle du territoire d'étude dans son ensemble.

- La **ressource en eau** sera analysée sous ses différentes facettes : gestion quantitative, qualité, milieux naturels, satisfaction des besoins en eau potable, satisfaction des besoins des autres usages, risques et inondation..... Cette approche intégratrice démontre la multitude des usages et de leurs interactions avec une même eau ! L'analyse des impacts du changement climatique devra également prendre en compte l'impact sur le couvert neigeux et les activités afférentes.
- L'étude analysera le **coût de l'inaction** (c'est-à-dire les coûts qui résulteraient de la poursuite du scénario tendanciel et de la continuation des pratiques actuelles), une analyse permettant de replacer les évolutions tendanciennes du territoire dans un contexte socio-économique plus large. Une telle analyse permettra d'identifier en particulier qui (quel secteur géographique, quelle activité) sera particulièrement impacté par le changement climatique. Le conseil scientifique de l'agence de l'eau Adour-Garonne mènera des réflexions conjointes sur la question du « coût de l'inaction », une cohérence entre ces réflexions et les travaux menés dans le cadre d'Adour 2050 étant nécessaire. En phase 2, une comparaison du coût relatif des scénarios sera proposée.
- En parallèle de l'identification d'orientations d'adaptation permettant d'atteindre le scénario jugé le plus souhaitable, il semble tout aussi important/pertinent d'analyser les orientations assurant d'**éviter les scénarios considérés comme non-souhaitables**.
- **L'opérationnalité doit être au centre d'Adour 2050 !** Il est important que la démarche Adour 2050 conduise à des résultats opérationnels en ce qui concerne les orientations d'adaptation et les conditions nécessaires à leur mise en œuvre, y compris en termes de jeux d'acteurs (place et rôle de la concertation dans la consultation des acteurs). Elle éclairera les priorités d'intervention (ce qu'on doit financer en priorité) mais n'apportera pas de réponses à « où trouver des financements ? » ni à « qui doit financer ? ».
- Des réflexions complémentaires doivent être menées pour définir les **produits de partage et de communication** des résultats du travail qui cibleront les élus et les acteurs du territoire. Des cartes de vulnérabilité du territoire avec des entrées sectorielles/thématiques permettant de comparer le scénario tendanciel et tout scénario alternatif pourraient ainsi être développées et partagées. Le format et le contenu des produits devront être définis par le COPIL au cours d'une réunion ultérieure.
- Pour mobiliser le plus grand nombre dans la co-construction de la prospective, et également diffuser les résultats très largement, il sera important de **s'appuyer sur les démarches locales de gestion de l'eau** (Commissions Locales de l'Eau des SAGE, la CT Adour, etc.) et les réseaux d'élus et d'animateurs de ces démarches (utilisation de leurs carnets d'adresse pour organiser les réunions de travail/de concertation, diffusion des résultats de l'étude par leurs propres canaux de diffusion, etc.).



La réunion n'a pas permis d'aborder le **choix des variables et des enjeux clés** qui devront être pris en compte dans le cadre de l'exercice de prospective. **Ce travail sera mené avec le COPIL dans sa prochaine réunion prévue le 21 juillet 2016 après-midi**, sur la base de documents préparatoires disponibles à partir du 11 juillet sur l'espace partagé : <http://bit.ly/COPILdocuments>